



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Tracfin

TOME II

# L'ACTIVITÉ DE TRACFIN

**BILAN 2024**



# SOMMAIRE



<b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE TRACFIN</b>	<b>5</b>
Les missions de Tracfin	<b>5</b>
Des axes stratégiques et des perspectives inscrits dans l'actualité nationale et internationale	<b>8</b>
Des moyens au service de l'efficacité opérationnelle	<b>10</b>
L'activité de Tracfin en 2024	<b>16</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE : TRACER, SIGNALER ET RÉPRIMER LE BLANCHIMENT DES FONDS D'ORIGINE CRIMINELLE</b>	<b>18</b>
Des investigations à destination de l'autorité judiciaire	<b>19</b>
Faits saillants 2024	<b>20</b>
Perspectives 2025	<b>23</b>
<b>DEUXIÈME PARTIE : IDENTIFIER LES ATTEINTES AUX FINANCES PUBLIQUES ET PARTICIPER À LEUR RECOUVREMENT</b>	<b>26</b>
Des investigations à destination de nombreux partenaires	<b>27</b>
Lutter contre les atteintes aux finances publiques : une réponse à un impératif d'efficacité économique et de justice sociale	<b>28</b>
Faits saillants 2024	<b>30</b>
Perspectives 2025	<b>32</b>
<b>TROISIÈME PARTIE : ENTRAVER LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET DÉFENDRE LES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX DE LA NATION</b>	<b>33</b>
Des investigations couvertes par le secret de la défense nationale, à destination de la communauté du renseignement	<b>36</b>
Faits saillants 2024	<b>37</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>41</b>



# PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE TRACFIN

## Les missions de Tracfin

### Une double identité

La cellule de traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins – Tracfin – est le Service de renseignement financier français placé sous l'autorité des ministères économiques et financiers.

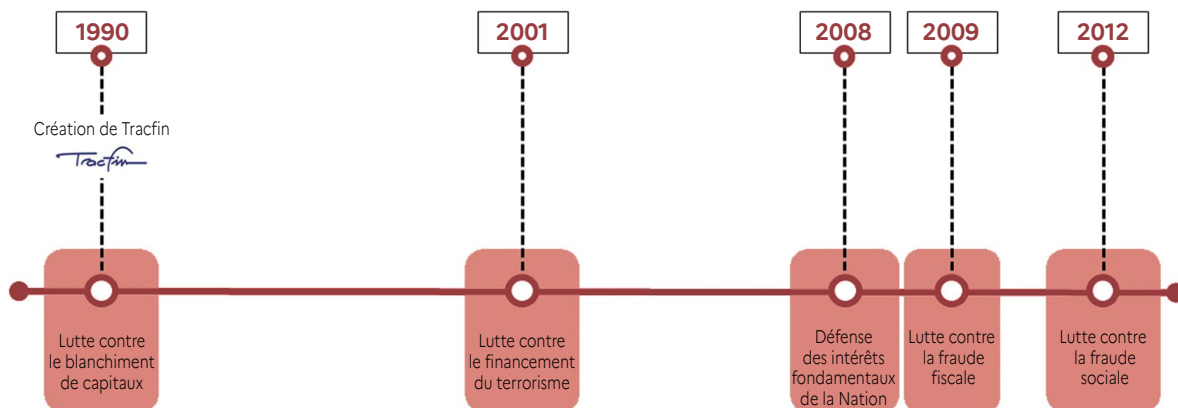
Il est depuis 2008 l'un des six Services de renseignement dits du « premier cercle » et concourt au développement d'une économie saine en luttant contre les circuits financiers clandestins, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT).

Tracfin est également la cellule de renseignement financier (CRF) française, au sens du groupe d'action financière (GAFI), des directives européennes et du Code monétaire et financier (CMF).

Cette double identité constitue une spécificité forte du Service en ce qu'elle lui attribue un large domaine de compétences, ainsi que des pouvoirs d'investigation et d'externalisation importants.

Service d'investigation et d'analyse financière, Tracfin dispose de capteurs financiers lui permettant aujourd'hui de contribuer à trois missions :

- La lutte contre la criminalité économique et financière et le blanchiment des produits des activités criminelles ;
- La lutte contre la fraude aux finances publiques ;
- La défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation, notamment en matière de lutte contre le financement du terrorisme et les ingérences criminelles.



Tracfin est destinataire :

- **Des déclarations** effectuées par les plus de 230 000 professionnels assujettis au dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT)<sup>1</sup> ;
- **Des informations** reçues des différents organismes publics ou chargés d'une mission de Service public (administrations d'État, collectivités territoriales, établissements publics ou toute autre personne chargée d'une mission de Service public) ainsi que celles reçues des Services homologues étrangers (CRF).

Ces données constituent la base de travail de Tracfin, qui ne peut pas s'autosaisir. Par ailleurs, le Service n'est pas habilité à recevoir et traiter les informations transmises par des particuliers.

Une fois les informations recueillies, Tracfin les analyse, les enrichit et exploite tout renseignement propre à **établir l'origine ou la destination délictueuse ou criminelle d'une opération financière**. Pour cela, le Service met en œuvre les outils et prérogatives confiés par le législateur, qui lui permettent d'accroître la portée opérationnelle de ses investigations : droits d'opposition, appels à vigilance, droits de communication, consultation de bases de données, techniques de renseignement, ou encore échanges d'informations avec les CRF étrangers.

Tracfin transmet ensuite le résultat de ses investigations en fonction de la finalité poursuivie :

- À l'autorité judiciaire ;
- Aux administrations partenaires – en particulier au sein des ministères économiques et financiers ou des Services de renseignement ;
- À ses homologues étrangers.

### Une action à l'interface des volets préventif et répressif

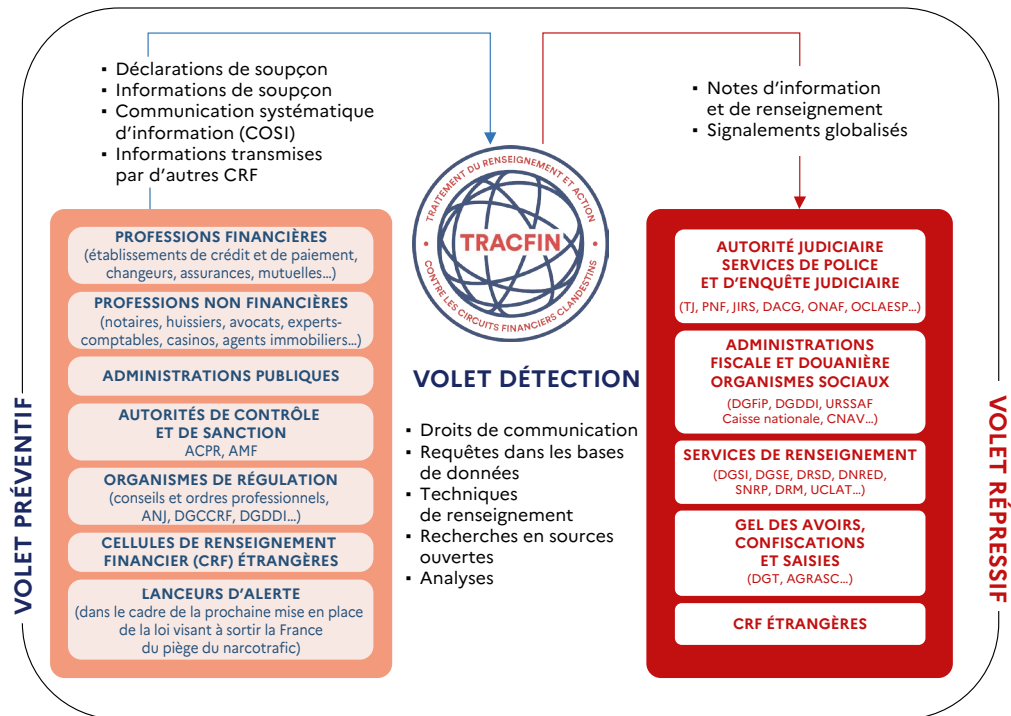
Certains chiffres permettent de prendre la mesure des enjeux liés au blanchiment de capitaux : Europol estime ainsi que les transactions suspectes représentent 1,3 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne. À l'échelle globale, les estimations font état d'un taux proche de 3 % du PIB mondial<sup>2</sup>.

La politique de LCB-FT s'articule à l'échelle nationale autour de deux volets, le premier préventif et le second répressif, impliquant un **nombre important d'acteurs aussi bien publics que privés**. Tracfin assure l'interface entre ces volets, jouant un **rôle de pivot** dans la mise en œuvre de la politique de LCB-FT.

---

<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur les professions assujetties cf. Rapport d'activité au titre de l'année 2024, *LCB-FT : activité des professions déclarantes*, Bilan 2024, <http://bit.ly/4kD7hIN>.

<sup>2</sup> Cour des comptes européenne, L'UE et la lutte contre le blanchiment de capitaux dans le secteur bancaire : des efforts fragmentés et une mise en œuvre insuffisante, 2021, <http://bit.ly/44x1AQ4>.



## Les ressources de Tracfin : une expertise variée

Travailler pour Tracfin, c'est faire partie d'une communauté de femmes et d'hommes collectivement animés par un sens aigu de l'intérêt général et reconnus tant pour leur expertise que pour leur engagement constant dans la conduite de leurs missions.

Ces valeurs guident l'action quotidienne du Service et lui permettent chaque année d'accueillir de nouveaux collaborateurs aux expériences et cultures professionnelles variées. Parmi les quelque 226 collaborateurs, on relève une convergence vers la parité (53 % d'hommes et 47 % de femmes). Il y a par ailleurs autant d'agents fonctionnaires que d'agents contractuels au sein du Service.

L'identité des agents de Tracfin est protégée<sup>3</sup>, et seule celle de rares personnes, au regard des modalités de leur nomination ou des fonctions qu'elles exercent, peut être révélée. À ce titre, l'organigramme n'est pas public.

Ses ressources sont inscrites au programme 218 « conduite et pilotage des politiques économiques et financières ». Ce programme est placé sous la responsabilité de la Secrétaire générale du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

<sup>3</sup> La loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure punit de 5 ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende la révélation de l'identité d'un agent des Services de renseignement.

## **Des axes stratégiques et des perspectives inscrits dans l'actualité nationale et internationale**

Dans un contexte de hausse continue du flux d'informations à traiter, de nouveaux vecteurs de BC-FT, et d'une complexité croissante des schémas de financement, le Service développe et renforce tant ses capacités opérationnelles que sa fonction d'analyse stratégique.

### **Une adaptation du renseignement aux nouvelles menaces : innovations technologiques et recompositions du contexte stratégique international**

#### **Répondre aux innovations technologiques**

Certaines thématiques montantes et nouveaux vecteurs résultent d'évolutions technologiques. Ainsi, la cybercriminalité, les modes de financement « innovants », ou encore les nouveaux risques de BC-FT et les opportunités représentés par l'intelligence artificielle (IA), sont autant d'objets d'analyse dont Tracfin se saisit pour adapter ses méthodes à l'évolution de la menace.

S'il est difficile de mesurer précisément l'ampleur exacte de l'exploitation des actifs virtuels par les groupes terroristes, qui vient se rajouter à l'utilisation d'autres canaux financiers plus traditionnels (transferts d'espèces, hawala, etc.), certains groupes affichent une utilisation quasi systématique des cryptoactifs dans leurs schémas de financement. Le vecteur des cryptoactifs peut être utilisé pour transférer des fonds à l'international – obtenus par exemple par des campagnes de dons ou d'autres moyens – pour faire l'acquisition d'armes ou de matériels de propagande ainsi que pour financer la préparation et l'exécution d'attentats terroristes.

Certains criminels ont recours à des méthodes renforçant l'anonymat. Celles-ci – telles que l'utilisation de « mixers » ou d'actifs virtuels renforçant l'anonymat – compliquent le travail des enquêteurs pour tracer les fonds illicites. Toutefois, de nouvelles évolutions législatives visent à réduire leur utilisation, en particulier l'article 7 de la loi n° 2025-532 du 13 juin 2025 visant à sortir la France du piège du narcotrafic qui intègre à l'article 324-1-1 du Code pénal le recours à des outils d'anonymisation et d'opacification de transactions en cryptoactifs comme constituant un facteur de présomption de blanchiment.

Tracfin s'organise par ailleurs face à ces menaces, et développe la montée en compétence technique de ses enquêteurs sur le volet des cryptoactifs, grâce à un effort de formation interne et externe substantiel (voir p. 15).

En outre, Tracfin s'investit auprès de ses homologues étrangers afin de promouvoir un approfondissement du cadre réglementaire LCB-FT à l'échelle internationale en matière de cryptoactifs. Aujourd'hui, l'environnement réglementaire et de supervision, très hétérogène à l'échelle internationale et insuffisant dans certaines juridictions, a créé des opportunités d'arbitrage réglementaire. Les groupes criminels peuvent rechercher des PSAN situés dans des juridictions avec des contrôles LCB-FT faibles ou inexistantes pour mener leurs activités.



## S'adapter aux enjeux géopolitiques

La prise en compte des enjeux de prévention et répression des BC-FT s'inscrit également dans le contexte des conflits contemporains et dans lequel les tensions géopolitiques ont persisté en 2024. En l'absence d'issue à la guerre en Ukraine, la menace russe contre les intérêts européens et français ne s'est pas atténuée. Face au caractère hybride des possibles atteintes aux intérêts français, Tracfin exerce une vigilance extrême quant aux flux financiers qui attestent d'une atteinte au cadre des sanctions internationales. La poursuite du conflit entre Israël et le Hamas a également suscité une attention accrue du Service, afin d'identifier des flux destinés à l'organisation terroriste.

## Une implication renforcée dans la lutte contre une criminalité organisée à la complexité croissante

**La prévention et la lutte contre la criminalité organisée sont au cœur de l'action de Tracfin.** La criminalité organisée couvre notamment l'ensemble de la typologie des trafics (êtres humains, drogues, armes, espèces vivantes, etc.), avec pour corollaires la corruption et le blanchiment d'argent.

Pour répondre aux **enjeux croissants et protéiformes** posés par la criminalité organisée, Tracfin identifie, grâce à ses capteurs, les flux financiers qui alimentent les réseaux criminels, les personnes qui les pilotent et les patrimoines qu'elles se sont constitués. Il identifie notamment les méthodes de blanchiment utilisées par les criminels : à l'instar des **narcotrafiquants** dont les *modus operandi* en la matière sont variés et en constante évolution.

## La continuité du plan de lutte contre les fraudes aux finances publiques

Les atteintes aux finances publiques s'entendent, au sens large, comme le détournement à des fins frauduleuses d'un dispositif impliquant des fonds publics. Elles couvrent à la fois **la fraude fiscale, la fraude sociale et la fraude douanière**, mais également le **détournement, à des fins d'escroqueries, de dispositifs d'aides publiques et de défiscalisation**.

La feuille de route gouvernementale en matière de lutte contre l'ensemble des fraudes, présentée en décembre 2023, comprenait initialement 35 mesures articulées autour des cinq grands axes suivants :

1. S'adapter aux enjeux numériques ;
2. Sanctionner plus justement et plus fortement ;
3. Mieux lutter contre les fraudes à l'international ;
4. Agir plus collectivement pour être plus efficaces ;
5. Approfondir la relation de confiance pour les usagers de bonne foi.

Le plan de lutte, piloté par le ministère chargé des Comptes publics, mobilise plus largement l'ensemble des Services concernés par la fraude, notamment : la DGFIP, la DGDDI, l'Urssaf, les caisses nationales de sécurité sociale, la MICAF, le SEJF, la DNRED et Tracfin.

Il est indispensable, pour préserver le consentement à l'impôt et le sentiment de justice, que les fraudeurs soient identifiés et que leurs actes soient réprimés. Pour ce faire, Tracfin est mobilisé pour lutter contre toutes les formes de fraudes aux finances publiques, des plus traditionnelles (travail dissimulé et fraude fiscale), aux plus novatrices et complexes. Le Service a ainsi mis en avant des **schémas de fraude sophistiqués**, notamment relatifs au compte personnel de formation (CPF) ou encore au dispositif « MaPrimeRenov ». Le Service a notamment pu identifier et signaler un réseau de blanchiment, utilisé par des sociétés françaises et européennes, ayant reçu plus de 210 millions d'euros en deux ans.

C'est aussi toute la communauté du renseignement qui est mobilisée, puisque la lutte contre les fraudes aux finances publiques a été intégrée en 2024 à la stratégie nationale du renseignement.

## Des moyens au service de l'efficacité opérationnelle

### Le maintien de la dynamique partenariale

Afin de mener à bien ses missions, Tracfin s'appuie sur des liens étroits avec différents acteurs de l'écosystème (autorité judiciaire, services d'enquête, partenaires de la communauté du renseignement, etc.). Il veille à développer et entretenir une coopération active avec ce réseau. L'activité du Service repose tout particulièrement sur la relation qu'il entretient avec les professions déclarantes, dont la qualité est une de ses priorités stratégiques.

En outre, Tracfin s'insère dans plusieurs réseaux internationaux de coopération. C'est le cas dans le cadre du Groupe Egmont, dont Tracfin a accueilli et co-présidé la réunion plénière annuelle à Paris en juin 2024 (voir p. 13), ainsi que la Plateforme des CRF de l'Union européenne, où le Service contribue activement aux discussions sur la mise en œuvre des prérogatives de l'Autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (ALBC ou AMLA) avec ses partenaires européens (voir p. 13).

### Une coopération nationale essentielle et renouvelée

**Au niveau national**, Tracfin entretient des coopérations étroites avec un nombre croissant d'acteurs : (a) **professions assujetties**, partenaires privés ; (b) **administrations partenaires et aux autorités judiciaires** ; (c) au sein des différentes **instances nationales** qui lui permettent d'échanger avec les acteurs institutionnels et de mutualiser les expertises.

#### a) Professions assujetties

En 2024, Tracfin a déployé sur la plateforme de télédéclaration **ERMES**, son nouveau **formulaire de déclaration de soupçon**. Ce déploiement profession par profession, débuté en août 2023 auprès des notaires, s'est terminé au mois de juin 2024 auprès des avocats et des caisses des règlements pécuniaires des avocats (CARPA). Le formulaire a été conçu en collaboration avec les représentants des différentes professions

déclarantes et des autorités de contrôle, dans une démarche de simplification de son usage, de spécialisation selon les professions déclarantes et **d'amélioration de la qualité des déclarations**. Un formulaire a été développé en parallèle pour les **administrations publiques**, celles-ci pouvant désormais transmettre leurs informations *via* la plateforme sécurisée.

Dès lors que le secteur bancaire<sup>4</sup> demeure le premier contributeur d'informations à Tracfin (plus de 80 % des déclarations de soupçon reçues par Tracfin en 2024), les relevés d'opérations bancaires constituent le fondement de l'enquête à Tracfin. Le caractère opérationnel, exhaustif et directement exploitable des informations figurant sur ces relevés, est ainsi un prérequis essentiel à la bonne conduite des investigations financières. Tracfin a toutefois constaté une très **grande hétérogénéité des formats de relevés d'opérations reçus**. Si certains présentent toutes les caractéristiques attendues, d'autres demeurent très difficilement exploitables, voire lacunaires, ce qui alourdit considérablement le temps de l'enquête.

Ainsi, face à cette très grande hétérogénéité, Tracfin a engagé en 2024 un dialogue avec les principaux acteurs de la place bancaire française. Si certaines fonctionnalités doivent être déployées d'ici la fin de l'année 2025 par tous les établissements impliqués dans le projet, le **déploiement final du format cible est prévu pour la fin du premier trimestre 2026**.

Ce nouveau format va également bénéficier aux services et unités d'investigations judiciaires, ainsi qu'à certaines administrations partenaires.

### **b) Administrations partenaires**

Depuis décembre 2023, **sous l'égide de la mission interministérielle de coordination anti-fraude (MICAF)**, une cellule de veille interministérielle réunit, selon les thématiques de fraude abordées, l'ensemble des administrations et des services d'enquêtes administratifs compétents relevant du ministère des Finances (DGFIP, DGDDI, DGCCRF, Tracfin), mais aussi les directions du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer concernées (la DGP, la DGGN) ainsi que les services d'enquêtes judiciaires spécialisés (offices nationaux et centraux d'enquêtes judiciaires). Elle associe également les organismes payeurs (dont l'agence de Services et de paiement) et l'autorité judiciaire (la DACG, les parquets spécialisés dont celui de la juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée – JUNALCO).

Afin de renforcer leur collaboration déjà étroite, le Parquet national financier (PNF) et Tracfin ont signé le 11 juin 2024 un protocole de coopération. Celui-ci prévoit notamment les modalités d'échange entre ces services<sup>5</sup>, ainsi que la nature des informations qu'ils échangent, conformément au CMF et au code de procédure pénale.

---

<sup>4</sup> Banques, établissements de crédit et assimilés, établissements de paiement.

<sup>5</sup> Le cadre des transmissions relatives à des soupçons de blanchiment du produit d'une infraction punie d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou au financement du terrorisme, mais également celui relatif aux réquisitions judiciaires transmises au service a été précisé, ainsi que leur suivi.

### c) Instances de discussions nationales

Tracfin participe aux instances interministérielles de LCB-FT ou de lutte contre la fraude, qui permettent une mutualisation des expertises.

En particulier, le Service prend part aux diverses réunions organisées par le Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (COLB), l'instance interministérielle chargée de piloter le dispositif français de LCB<sup>6</sup>.

### Une coopération européenne et internationale accrue

**Au niveau européen et international**, Tracfin prend part aux échanges dans le domaine de la lutte contre le blanchiment. Ils lui permettent de partager des informations, d'enrichir ses analyses<sup>7</sup>, d'importer et d'adapter de bonnes pratiques observées dans d'autres pays. L'année 2024 a été particulièrement marquée par la création de l'ALBC, la poursuite de travaux au sein du GAFI<sup>8</sup>, ainsi que du Groupe Egmont, dont la France accueillait la 30<sup>e</sup> plénière.

### Les différents modèles de CRF au niveau international

1. Les CRF de type **judiciaire** : la CRF est établie au sein des Services de justice, de sorte que les pouvoirs judiciaires peuvent être plus directement exercés (saisie de fonds, interrogatoire ou détention de personnes) (ex. Le Luxembourg).
2. Les CRF de type **police** : la CRF est établie comme un organisme de nature policière, chargé d'appliquer la loi, disposant des compétences d'investigation et d'intelligence appropriées (ex. : l'Irlande).
3. Les CRF de type **administratif** : la CRF est établie au sein d'une administration ou d'un organisme en dehors de la sphère des autorités répressives ou judiciaires, par exemple au sein d'une banque centrale ou du ministère des Finances. Elle constitue une interface entre le secteur déclaratif et le secteur répressif (ex. : l'Italie et l'Australie).

Si traditionnellement la CRF française est catégorisée comme une CRF administrative, Tracfin exerce également des missions relevant davantage du volet répressif que de la seule enquête administrative : Tracfin possède en effet des caractéristiques hybrides telles que la capacité d'exercice du droit d'opposition.

<sup>6</sup> Cf. Direction générale du Trésor, présentation du COLB, <http://bit.ly/4nPGV2P>.

<sup>7</sup> Rapport d'activité au titre de l'année 2023, LCB-FT : activité des professions déclarantes, Bilan 2023, <http://bit.ly/3loyc7m>.

<sup>8</sup> – « Guidance on Financial Inclusion and Anti-Money Laundering and Terrorist Financing Measures » – <http://bit.ly/4IRNhwK> et « Complex Proliferation Financing and Sanctions Evasion Schemes » – <http://bit.ly/3GuvmgH>. <http://bit.ly/3GuvmgH>

## L'autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (ALBC/AMLA<sup>9</sup>)

L'ALBC est une agence créée par l'Union européenne afin de renforcer la LCB-FT, entrée en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Son siège est situé à Francfort, en Allemagne. Elle prévoit d'employer plus de 400 personnes pour mener à bien ses missions d'ici à 2027. L'autorité supervisera directement certains établissements financiers à haut risque, y compris les **fournisseurs de services en cryptoactifs**. L'ALBC a également pour mission de **coordonner la collaboration avec les CRF**, notamment en matière d'analyses conjointes.

En collaboration étroite avec le Trésor, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne (RPUE), Tracfin, via sa mission internationale, s'est pleinement investi dans les travaux préparatoires de l'ALBC.

## Le Groupe Egmont

**Le Groupe Egmont est un forum d'échange opérationnel** siégeant à Ottawa. Depuis sa création en 1995, il vise à renforcer et à faciliter la coopération internationale entre CRF. Le Groupe Egmont facilite le transfert sécurisé de renseignements financiers et œuvre au renforcement de l'efficacité des CRF grâce à des programmes d'échange et de formation. Il vise enfin à promouvoir l'autonomie opérationnelle des CRF existantes et la création de nouvelles CRF respectant les standards internationaux.

Le Groupe se compose de 177 CRF membres, dont trois (Suriname, Maldives, Libéria) ont été accueillies pour la première fois lors de **la session plénière organisée en juin 2024 à Paris**.

## Retour sur la 30<sup>e</sup> plénière du Groupe Egmont

La 30<sup>e</sup> réunion plénière du Groupe d'Egmont organisée par Tracfin s'est tenue du 2 au 7 juin 2024 à Paris. **400 délégués**, dont quinze organisations ayant le statut d'observateur, se sont réunis pour améliorer la collaboration mondiale en matière de LCB-FT.



Les invités d'honneur, M. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et M. T. Raja Kumar (Singapour), président du GAFI, ont ouvert la discussion thématique de la plénière 2024 coprésidée par Mme Elżbieta Franków-Jaśkiewicz, présidente du groupe Egmont et directrice adjointe du département de l'information financière (CRF polonaise) et M. Antoine Magnant, directeur de Tracfin. Le plan stratégique 2022-2027 du groupe Egmont vise à garantir que le groupe et ses membres restent au fait des typologies, méthodes et tendances nouvelles ou émergentes en matière de LCB-FT, et à réaffirmer l'engagement des CRF membres en faveur d'un régime de LCB-FT plus fort et plus solide. Dans cette perspective, la 30<sup>e</sup> réunion plénière a porté sur le thème « **Les CRF de demain** », décliné en trois sous-thématiques :

<sup>9</sup> AMLA : Anti-money laundering authority.

### 1. Le développement des ressources humaines des CRF

En se concentrant sur l'évolution du rôle et des responsabilités des CRF dans l'environnement mondial de la LCB-FT, les échanges ont porté sur la manière de construire et de faire évoluer les CRF, à la fois en tant que *leaders* efficaces du système de LCB-FT, et en tant qu'environnement de travail.

### 2. L'approche prospective de l'utilisation de la technologie par les CRF

Les nouvelles approches stratégiques liées à la mise en œuvre des technologies émergentes, qui offrent aux CRF la possibilité d'améliorer leur efficacité, ont fait l'objet d'une session d'échanges.

### 3. Le rôle des CRF dans la lutte contre les nouveaux types de criminalité

La dernière session s'est concentrée sur les activités criminelles financières émergentes, telles que le blanchiment des produits de la criminalité environnementale et fiscale, et a exploré le rôle des CRF dans l'identification précoce de ces crimes et leur traitement.

Au cours de la plénière, **33 protocoles d'accord ont été signés** par les CRF membres, renforçant ainsi les possibilités d'échange de renseignements financiers sur les questions de LCB-FT.

## D'autres échanges au sein d'enceintes multilatérales

Tracfin partage ses analyses, son expertise et ses bonnes pratiques dans le cadre d'autres initiatives multilatérales telles que l'OCDE, les Nations unies ou le G20. Le Service contribue aux initiatives issues du Dialogue d'Oslo, engagé par l'OCDE à l'occasion du premier Forum mondial sur la fiscalité et la délinquance (2011), organisé et soutenu par le G20. Celui-ci vise à faire face aux délits fiscaux, de corruption, de blanchiment de capitaux et autres flux illicites, et trouver des moyens plus efficaces de lutter contre la délinquance financière. Tracfin échange régulièrement avec des acteurs des Nations unies, notamment la direction exécutive du contre-terrorisme et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), du Fonds monétaire international (FMI) ainsi que dans le cadre des groupes de travail spécialisés du G20.

## Une action sur les outils et ressources internes

Tracfin travaille au renforcement de ses moyens de lutte. Un effort qui porte tant sur les outils d'investigation, que sur les moyens et techniques de renseignement.

## Un décloisonnement de l'approche métier

Tracfin poursuit en 2024 sa stratégie de montée en puissance en **décloisonnant les approches métiers**, notamment par la **mise en place de plateaux d'enquête conjointe**.

À compter de fin 2023, Tracfin a mis en place son premier plateau, constitué d'agents issus des différents départements d'enquête. Le plateau poursuit plusieurs objectifs : **explorer de manière offensive une thématique complexe, d'actualité et prioritaire** pour nos autorités, dans une **logique partenariale forte**, offrir aux enquêteurs l'opportunité de travailler en équipe et de mutualiser leurs compétences et techniques d'investigation et, ce faisant, renforcer la cohésion interne au Service.

Initialement prévu pour une durée de six mois, le premier plateau d'enquête a été prolongé, fort des résultats opérationnels obtenus, et d'autres plateaux ont été mis en place en 2024, chacun portant sur un axe prioritaire en matière de lutte contre la criminalité organisée ou un vecteur spécialisé de blanchiment de capitaux.

### Une extension des capacités d'investigation par la formation des experts

Dans la perspective de montée en capacité du Service sur les sujets de pointe, au premier rang desquels les actifs numériques, la formation de tous les agents en matière de cryptoactifs est l'un des leviers qui a été privilégié.

Dans cet objectif, fin 2023, Tracfin a présenté un projet dans le cadre de l'Instrument d'Assistance Technique (IAT/TSI) de la Commission européenne pour le « Développement de l'expertise de la CRF axée sur la finance numérique et les actifs virtuels ». Ce projet, doté d'un solide diagnostic établi dans le cadre de la phase préparatoire, a été retenu puis officiellement lancé le 29 février 2024. L'objectif étant de renforcer les capacités d'investigation financière de Tracfin afin de maintenir son rôle central dans le dispositif LCB-FT français et européen. La méthode employée a été de sensibiliser et former l'ensemble des agents de Tracfin aux enjeux et risques émergents liés aux actifs numériques et à la finance décentralisée. D'autres étapes sont d'ores et déjà planifiées sur ce projet qui s'échelonnent jusqu'à l'été 2025.

D'autres CRF européennes<sup>10</sup> ont exprimé leur intérêt pour la démarche initiée et plusieurs d'entre elles ont été invitées à contribuer à l'évènement de lancement.

### L'Instrument d'Assistance Technique (IAT) de la Commission européenne

Cofinancé  
par l'Union européenne



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Cofinancé et mis en œuvre  
par le Conseil de l'Europe

L'instrument d'appui technique (IAT) est un dispositif mis en place afin d'apporter un soutien technique aux États membres dans le cadre de la mise en œuvre de leur programme de réformes dans un large éventail de domaines d'action. Organisé autour de la Commission européenne (DG REFORM) et du Conseil de l'Europe, il fournit ainsi une expertise sur mesure aux autorités des États membres qui demandent une aide sur une base annuelle. Il ne se présente pas sous la forme d'un soutien financier, mais consiste en la fourniture d'une expertise et de connaissances de haute qualité et adaptées, et peut prendre la forme de conseils stratégiques ou techniques, d'études évaluant les besoins en matière de réformes, de formations ou de missions d'experts dans le pays. L'instrument d'appui technique a soutenu les 27 États membres dans la mise en œuvre de plus de 2000 réformes de pointe, dans des domaines variés : l'administration des recettes et la gestion des finances publiques, l'administration et la gouvernance publiques, la croissance et l'environnement des entreprises, le marché du travail, l'éducation et les services sociaux, la migration, le marché financier et l'accès au financement. Jusqu'à présent, l'instrument d'appui technique a soutenu près de 500 réformes liées aux plans pour la reprise et la résilience.

<sup>10</sup> CRF de Belgique, d'Allemagne, d'Irlande, de Malte, de Norvège, d'Espagne et du Luxembourg.

# L'activité de Tracfin en 2024

En 2024, le Service a transmis plus de 4 000 notes à ses différents partenaires, soit une hausse de plus de 10 %. Les signalements globalisés, intégrés à ce total, ont porté sur plus de 12 000 cibles.

	2022	2023	2024
<b>Notes d'information transmises</b>	<b>3 802</b>	<b>3 624</b>	<b>3 998</b>
– À l'autorité judiciaire	559	561	633
– Aux services de renseignement	1 650	1 566	1 703
– Aux services de lutte contre la fraude fiscale, sociale et douanière <sup>11</sup>	749	542	543
– Aux autres administrations <sup>12</sup>	-	109	206
– Aux CRF étrangères <sup>13</sup>	844	846	913
<b>Signalements globalisés</b>	<b>6</b>	<b>25</b>	<b>59</b>
– Nombre de cibles citées dans les signalements globalisés effectués auprès d'administrations ou services de renseignement <sup>14</sup>	228	5 053	12 079
<b>TOTAL</b>	<b>3 808</b>	<b>3 649</b>	<b>4 057</b>

En plus de notes aux objectifs opérationnels et judiciaires, Tracfin rédige et partage des notes d'analyse stratégiques sur des thématiques variées, comme des appuis aux enquêtes au sein du Service. En 2024, plus de 50 notes ont ainsi été diffusées à des services de lutte contre la fraude sociale, fiscale et douanière, à des Cabinets ministériels, ou des autorités de contrôle.

## Des signalements globalisés pour accroître l'impact de Tracfin

En 2021, suite à la crise du Covid-19, Tracfin avait expérimenté un nouveau type de signalements, complémentaire des notes d'informations traditionnelles portant sur des enquêtes approfondies et détaillées, dits « signalements globalisés ».

Ces signalements globalisés, adressés aux Services de lutte contre la fraude fiscale, sociale et douanière principalement, visent à transmettre une série d'informations que Tracfin est le seul à recevoir, portant sur une thématique particulière (dissimulation de revenus,

<sup>11</sup> Données mises à jour qui diffèrent des précédentes publications pour tenir compte de la comptabilisation séparée des signalements globalisés à partir de 2023.

<sup>12</sup> Catégorie distinguée depuis 2023 dans les bases de données de Tracfin.

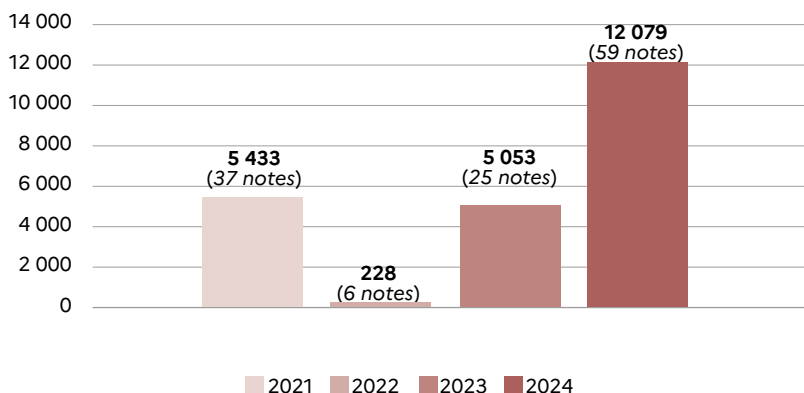
<sup>13</sup> Depuis 2023, cette catégorie inclut les réponses de Tracfin aux demandes d'informations formulées par ses partenaires à l'étranger ainsi que les informations qui leur sont transmises spontanément par le Service. Les données 2022 ont été retraitées et intègrent désormais les réponses aux demandes des CRF étrangères.

<sup>14</sup> Nombre de personnes physiques ou morales signalées aux administrations partenaires.



travail dissimulé, jeux d'argent, etc.), structurée sous un format exploitable et uniforme, et mettant en exergue des situations problématiques ou des incohérences laissant présumer de possibles fraudes. Ces informations, transmises plus rapidement, permettent aux administrations partenaires d'orienter leurs contrôles et leurs enquêtes et d'agir plus rapidement, notamment pour stopper le versement d'aides ou de prestations indues par exemple.

Après avoir pérennisé les signalements globalisés, Tracfin en a effectué 59 en 2024, pour un total de 12 079 informations sur des cibles. Cela représente plus du double de 2023.



**Nota bene :** Les trois parties thématiques qui suivent présentent des données spécifiques à certains enjeux analysés par le Service. L'addition des sous-totaux de chacune de ces parties diffère de l'aperçu global ci-dessus du fait de quelques sujets entrant dans le champ de compétence du Service, mais ne faisant pas l'objet de développement dans le présent rapport.

### Auditions et contrôles

Le directeur, et plus largement le Service, sont régulièrement amenés à rendre compte de l'activité de Tracfin.

En 2024, la direction de Tracfin a ainsi participé à dix auditions parlementaires portant sur plusieurs thématiques, telles que l'impact des influences étrangères ou encore la lutte contre le narcotrafic.

La promulgation de la loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic (voir p. 8) a notamment permis d'étendre les capacités de collecte de renseignement de Tracfin. Elle a aussi inscrit de nouvelles professions aux obligations de vigilance et de déclaration : vendeurs et loueurs de voiture de luxe, de yachts ou de jets, marchands de biens et promoteurs immobiliers. Enfin, la présomption de blanchiment sera applicable aux opérations impliquant des « mixers » de crypto-actifs, qui constituent un levier de blanchiment répandu parmi les narcotrafiquants. Les prestataires de services sur actifs numériques ne pourront plus recourir à ces « mixers ».

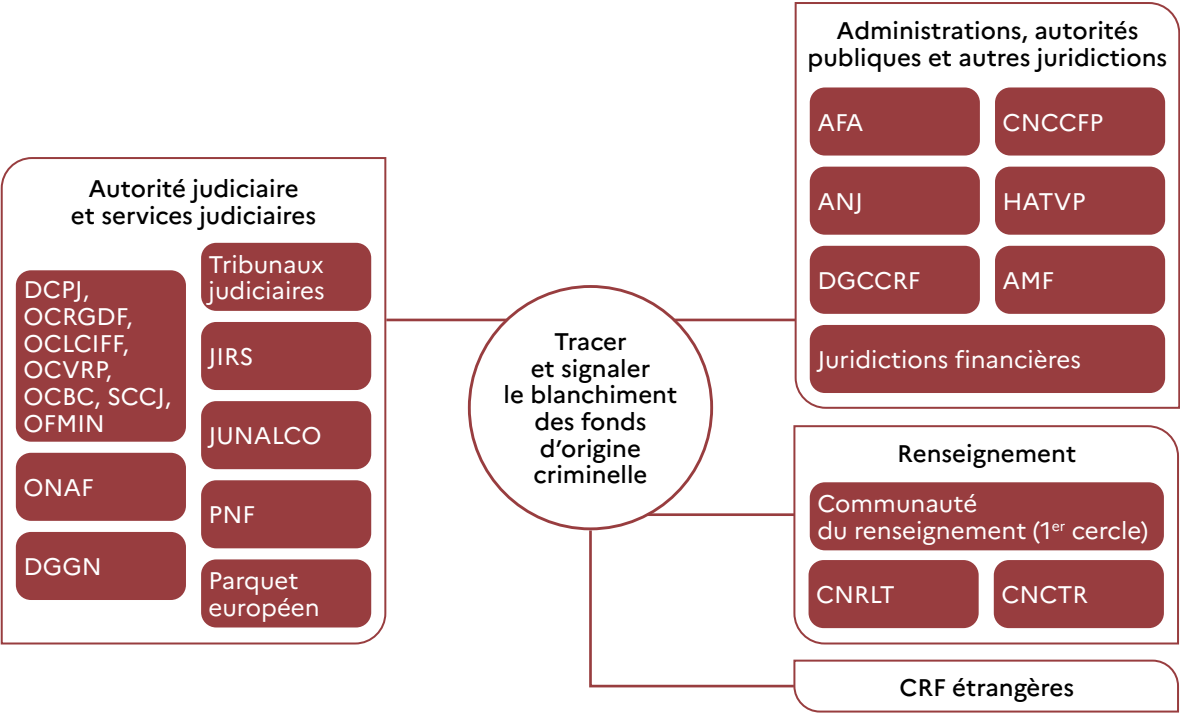
PREMIÈRE PARTIE :

# TRACER, SIGNALER ET RÉPRIMER LE BLANCHIMENT DES FONDS D'ORIGINE CRIMINELLE



La lutte contre la délinquance économique et financière renvoie, directement ou indirectement, à plusieurs infractions pénales que le COLB a regroupées dans l'ANR actualisée en 2023, dans un ensemble d'infractions économiques et financières ou d'atteintes à la probité.

**Mission historique de Tracfin**, elle s'exerce en partenariat avec de nombreux interlocuteurs au sein de l'autorité judiciaire, de plusieurs autorités administratives indépendantes et de nombreux autres services de l'État.



Des investigations à destination de l'autorité judiciaire

	2022	2023	2024
Notes d'information transmises à l'autorité judiciaire en matière de blanchiment de capitaux d'origine criminelle	251	387	452
– dont notes d'information portant sur présomption d'une ou plusieurs infractions pénales (dites transmissions judiciaires)	138	214	345
– dont transmissions d'informations aux magistrats (dites transmissions spontanées <sup>15</sup> )	50	84	49
– dont transmissions aux services de police, gendarmerie et douane judiciaire <sup>16</sup>	63	89	58

<sup>15</sup> Transmission spontanée d'informations à l'autorité judiciaire abondant des procédures déjà ouvertes par l'autorité judiciaire.

<sup>16</sup> Réponse à une réquisition judiciaire, soit les informations transmises dans le cadre d'une mesure contraignante prise par l'autorité judiciaire pour exiger l'accomplissement de certaines prestations et pour lever, dans certains cas, le secret professionnel.

En sus des transmissions portant sur une présomption d'infraction pénale, Tracfin dispose de la faculté d'adresser à l'autorité judiciaire toute information utile à l'accomplissement de ses missions. Il peut ainsi porter à sa connaissance les éléments qu'il détient ne recelant pas en eux-mêmes une suspicion d'infraction, mais néanmoins susceptibles d'abonder ou d'éclairer une enquête judiciaire en cours, notamment sur l'environnement financier des personnes mises en cause.

**Il peut s'agir d'informations de natures très diverses** (identification de comptes bancaires en France ou à l'étranger, mouvements financiers, liens financiers entre des personnes physiques ou morales, possible localisation d'une personne physique, etc.) susceptibles d'intéresser une enquête ou une information judiciaire, une affaire mise en audience, au titre d'éléments sur la personnalité ou la situation des prévenus, ou encore l'exécution d'une peine (obligation d'indemnisation, localisation d'une personne faisant l'objet d'un mandat, etc.).

La note de renseignement adressée à l'autorité judiciaire compétente sur ce fondement constitue une pièce de procédure qui peut être versée au dossier judiciaire.

## Faits saillants 2024

### Une action résolue contre les circuits financiers occultes et le blanchiment des fonds issus de la criminalité organisée

#### Sociétés éphémères : détecter et investiguer efficacement pour entraver rapidement

Au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2023, Tracfin a initié une action novatrice et offensive contre les circuits financiers clandestins en mobilisant ses capteurs pour l'identification des sociétés éphémères. Ces entités sans activité économique n'ont en effet pour finalité et sous couvert d'une activité déclarée fictive, que de blanchir les fonds de la criminalité organisée avant de leur faire quitter le territoire national.

Conscient que les enquêtes traditionnelles au long cours d'identification des circuits financiers se révélaient trop souvent inefficaces dans leur impact face à l'hyper agilité des sociétés éphémères, le Service a innové avec une phase de test au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2023 en utilisant son droit d'opposition à la réalisation d'une opération financière suspecte comme une arme juridique offensive de lutte contre les circuits financiers clandestins.

En 2024, le Service, en étroite collaboration avec les Parquets de Paris et d'Île-de-France, a largement développé son action de détection, d'entrave et de renseignement afin de permettre à la justice d'effectuer la saisie pénale des comptes bancaires identifiés des sociétés dites « lessiveuses » (sociétés éphémères dédiées au blanchiment).

## Les sociétés éphémères

Destinés à transférer des fonds vers l'étranger, les réseaux de sociétés éphémères<sup>17</sup> – ou sociétés dites « taxis » – incarnent les principaux vecteurs de blanchiment de fonds bancarisés issus de la fraude aux finances publiques (travail dissimulé, fraude fiscale, fraude aux prestations sociales), mais également d'activités criminelles (escroqueries, trafic de stupéfiants, etc.). Ainsi, Tracfin traite régulièrement des cas significatifs de ces circuits d'évasion de fonds.

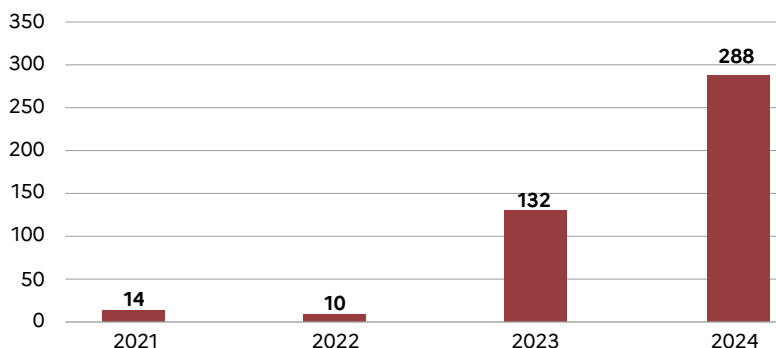
Ces réseaux ne font pas appel à des produits financiers complexes. Leur efficacité repose sur la qualité d'exécution des actions conduites aux divers niveaux :

- Multiplication des sociétés intermédiaires et des comptes bancaires ;
- Recrutement des gérants de paille ;
- Fractionnement et croisement des flux.

Le renouvellement permanent des entités juridiques et des comptes bancaires ainsi que le nombre et la rapidité des transferts de fonds rendent ces réseaux difficiles à cartographier. En outre, l'ampleur et la plasticité de ces réseaux rendent leur traitement judiciaire complexe. Des choix d'enquête s'imposent, tant pour assurer la robustesse d'une procédure pénale que pour ménager les moyens d'enquête.

Ainsi, le Service a émis 288 droits d'opposition en 2024 contre 132 en 2023 (une année déjà record visant les comptes bancaires de 261 sociétés « lessiveuses ») sécurisant ainsi la saisie pénale de fonds issus de la criminalité organisée à hauteur de 25,3 M€ par l'autorité judiciaire, après la transmission par le Service de 253 notes d'information dans le cadre d'un dispositif dit de « circuit court ».

### Exercice du droit d'opposition par Tracfin entre 2021 et 2024



<sup>17</sup> cf. Tracfin, Tendances et analyse des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en 2017-2018, <https://bit.ly/3loyc7m>.

## Le droit d'opposition

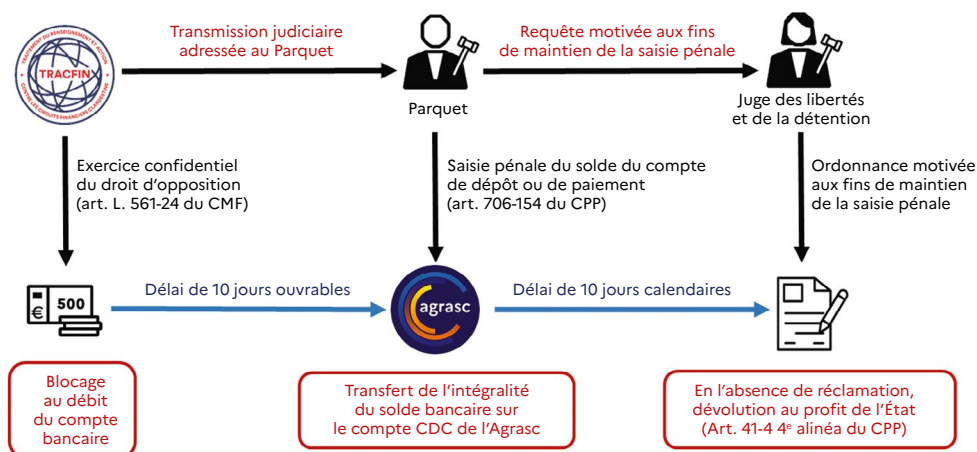
Pour accomplir ses missions, Tracfin dispose de pouvoirs d'investigation traditionnels (accès direct à des bases de données, droit de communication, échange d'informations avec ses homo-logues étrangers, etc.) et d'une prérogative spécifique, le droit d'opposition, lui permettant d'agir directement sur certains flux financiers.

**Le Service dispose de ce droit d'opposition depuis sa création en 1990.** C'est une prérogative essentielle qui lui permet de reporter la réalisation d'une opération financière portée à sa connaissance par un assujetti. Initialement cantonné à une durée de douze heures<sup>18</sup>, ce droit d'opposition a été progressivement étendu à une durée de deux jours ouvrables en 2009, de cinq jours en 2013 puis de dix jours en 2017. Ce délai peut être prorogé par le président du Tribunal judiciaire de Paris sur requête de Tracfin ou du procureur de la République.

Par ailleurs, depuis 2021, il porte également, par anticipation, sur toute opération ou catégorie d'opérations demandées par le client dans un délai de dix jours suivant la mise en œuvre de cette prérogative. Le droit d'opposition est exercé en étroite concertation avec l'autorité judiciaire, afin de sécuriser les saisies pénales à venir sur des fonds suspectés d'être le produit d'une infraction.

L'efficacité de ce dispositif ayant été démontrée en 2024, le déploiement des « circuits courts » au niveau national avec l'ensemble des parquets est engagé depuis début 2025 en collaboration étroite avec l'autorité judiciaire.

### Schéma synthétique du circuit court Tracfin



<sup>18</sup> Loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants, article 6.

## Les dix ans de la présomption de blanchiment

Le blanchiment est défini par l'article 324-1 du Code pénal comme :

- Le fait de faciliter, par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect ;
- Le fait d'apporter un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit.

Le 15 mars 2024 s'est tenu dans la grande chambre de la Cour de cassation un colloque coorganisé par la chambre criminelle et Tracfin, à l'occasion des dix ans de la présomption de blanchiment<sup>19</sup>. Cet anniversaire s'est prêté, à la fois, à un bilan et une mise en perspective grâce aux regards croisés d'universitaires et de praticiens. Les contributions ont offert aux acteurs du monde judiciaire, du monde des affaires et du monde académique, une étude et une réflexion éclairant cette disposition qui vise à faciliter la preuve du blanchiment en énonçant une présomption d'origine illicite de son objet.

Cette **présomption de blanchiment** instituée en 2013<sup>20</sup> permet dès lors que les conditions de l'opération ne peuvent avoir d'autre justification que de dissimuler l'origine ou le bénéficiaire effectif des biens ou revenus, de présumer l'origine illicite des fonds, indépendamment de toute caractérisation d'une infraction sous-jacente.

Du fait de la souplesse probatoire permise par cette présomption, Tracfin comme les services répressifs sont libérés de la nécessité d'identifier l'infraction initiale dès lors que le mis en cause n'apporte aucune justification de l'origine licite des fonds. Ils peuvent ainsi **concentrer leurs moyens sur la répression du blanchiment davantage que sur la recherche de l'infraction dont il résulte.**

## Perspectives 2025

En 2025, la coopération au niveau européen sur les réseaux transnationaux de blanchiment se renforce, et la problématique des sociétés éphémères « lessiveuses » pourrait être un des premiers chantiers opérationnels de l'ALBC. C'est en tout cas une proposition poussée par Tracfin.

Par ailleurs et s'agissant plus spécifiquement de la lutte contre la criminalité organisée dans ses dimensions anti-blanchiment et identification des actifs en vue de leur saisie pénale, le Service intensifie ses efforts de détection, d'entrave et d'information.

<sup>19</sup> Les actes du colloque ont été publiés sous forme de dossier dans le numéro 06|24 de l'Actualité Juridique Pénale (AJ Pénal).

<sup>20</sup> Loi n° 2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière.

Ainsi et en cohérence, un autre objectif du Service en 2025 sera l'identification des sociétés ayant une activité économique en apparence réelle et saine, mais qui utilisent les réseaux de « lessiveuses » émetteurs de fausses factures, très souvent pour obtenir des espèces afin de rémunérer notamment le travail dissimulé ou le cas échéant pour corrompre afin d'obtenir des contrats et développer leur activité.

### **La lutte contre les atteintes à la probité : la corruption d'agents publics**

En 2024, Tracfin est resté pleinement engagé dans la lutte contre les atteintes à la probité, qui constitue un enjeu essentiel de préservation de la confiance des citoyens dans nos institutions. Tracfin appréhende ainsi l'ensemble du spectre des atteintes à la probité, parmi lesquelles figure l'infraction de corruption. La corruption d'agents publics a fait l'objet d'une attention plus particulière de Tracfin en 2024.

**La corruption d'agents publics est l'un des moyens d'action des groupes criminels organisés**, et vise principalement les administrations régaliennes. Dès lors, dans le cadre de l'action mise en œuvre par Tracfin pour lutter contre la criminalité organisée, une attention particulière est portée sur la détection de ces cas afin de les signaler à l'autorité judiciaire. À ce titre, un atelier a été organisé par Tracfin avec des professions assujetties en mars 2024 pour les sensibiliser aux critères de soupçons pouvant conduire à déclarer cette typologie.

Tracfin s'inscrit pleinement dans l'écosystème institutionnel de lutte contre la corruption d'agents publics et échange régulièrement avec les administrations concernées. Le Service participe notamment au groupe de travail interministériel sur la corruption liée à la criminalité organisée lancé par l'AFA et l'OCLCIFI, qui vise à mutualiser l'analyse de la menace et réfléchir à des solutions pour y faire face.



### Témoignage de Laureline PEYREFITTE, Directrice des affaires criminelles et des grâces (DACG)



« Dans un contexte où le blanchiment constitue une priorité absolue de politique pénale, comme l'a très récemment rappelé la circulaire de politique pénale du 27 janvier 2025, l'articulation entre le travail de renseignement financier de Tracfin et les investigations financières revêt un enjeu primordial. L'objectif est à la fois d'optimiser la contribution de Tracfin à l'action de l'autorité judiciaire, mais aussi de favoriser le retour du judiciaire vers la cellule de renseignement financier afin d'enrichir ses capteurs.

Cette fluidité dans l'échange d'informations entre cellule de renseignement et autorité judiciaire s'appuie sur une nécessaire réciprocité. Pour faciliter ces échanges, chaque parquet et parquet général doit désigner en son sein un référent Tracfin/Blanchiment. La désignation d'un interlocuteur privilégié, mais également les nombreux déplacements des équipes de Tracfin dans les juridictions françaises, participent à la fluidité de ces échanges que nous souhaitons voir encore davantage renforcés en systématisant l'actualisation de Trajet par les juridictions.

Le séminaire des référents Tracfin/Blanchiment organisé conjointement le 23 mai 2025, de même que la réunion des procureurs généraux du 12 novembre 2024, ont représenté des occasions importantes pour la direction des affaires criminelles et des grâces de promouvoir le caractère crucial de la coopération de nos services dans la mise en œuvre d'une approche écocriminelle des investigations dans le double objectif d'appréhender les profits illicites et de démanteler les réseaux criminels.

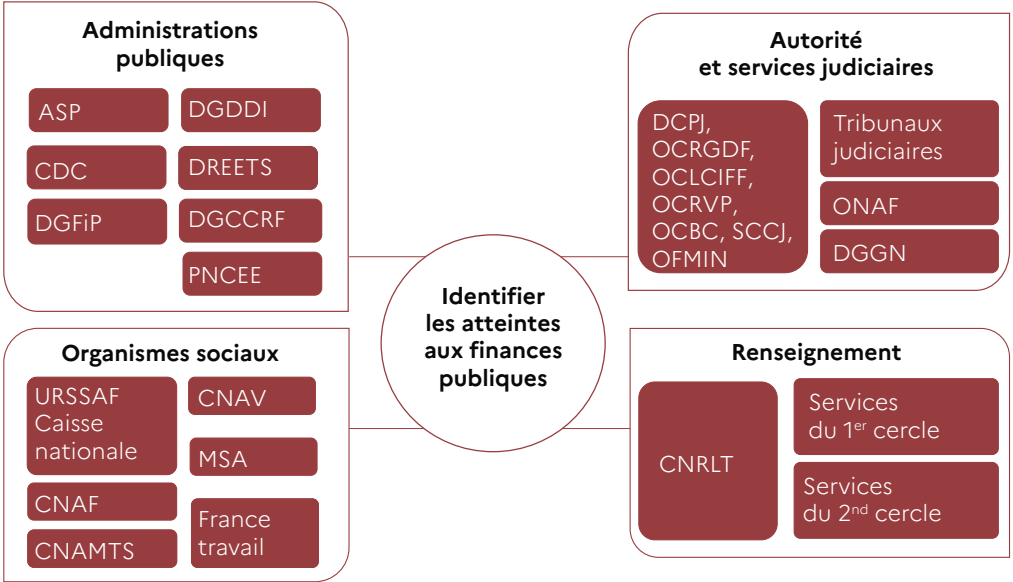
Le rôle de Tracfin dans la réalisation de ce double objectif est primordial. L'autorité judiciaire peut s'appuyer sur l'expertise de Tracfin pour disposer d'un renseignement financier suffisamment fort et structuré pour initier, à partir des flux financiers, des enquêtes visant un spectre plus large d'infractions que les seules infractions financières. En parallèle, le recours aux circuits courts Tracfin, généralisé à l'ensemble des juridictions par la dépêche du 27 janvier 2025, constitue un outil d'entrave innovant et efficace pour lutter à court terme contre la réinjection dans l'économie légale des profits illicites qui transitent par les comptes de ces sociétés éphémères. Les sommes déjà portées au budget général de l'État confortent le caractère très prometteur de ce dispositif qui doit s'inscrire en complémentarité avec des investigations au long court sur des circuits de blanchiment, permettant de démanteler durablement les réseaux criminels. »

DEUXIÈME PARTIE :

# IDENTIFIER LES ATTEINTES AUX FINANCES PUBLIQUES ET PARTICIPER À LEUR RECOUVREMENT

An abstract graphic consisting of numerous thin, orange lines that originate from the bottom right corner and fan out towards the top left, creating a sense of movement and depth against the dark background.

La lutte contre les atteintes aux finances publiques est entrée dans le champ de compétences de Tracfin en 2009. Depuis, elle est devenue une mission fondamentale du Service et s'exerce en partenariat avec de nombreux interlocuteurs. L'adoption de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques en mai 2025<sup>21</sup> va renforcer les missions de Tracfin en ce sens, notamment au regard de la simplification de l'échange d'informations avec ses partenaires.



## Des investigations à destination de nombreux partenaires

	2022	2023	2024
<b>Notes d'information</b>	<b>884</b>	<b>722</b>	<b>669</b>
– À l'autorité judiciaire	129	91	86
– Aux autres services de renseignement	ND	19	21
– Aux services de lutte contre la fraude fiscale, sociale et douanière et aux autres administrations	755	508	422
– Aux CRF étrangères	ND	104	140
<b>Transmissions globalisées</b>	<b>–</b>	<b>24</b>	<b>58</b>
– Nombre de cibles citées dans les signalements globalisés effectués auprès d'une administration	–	4931	11791
<b>TOTAL</b>	<b>884</b>	<b>746</b>	<b>727</b>

<sup>21</sup> Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques (dépôt le mardi 15 octobre 2024).

## Lutter contre les atteintes aux finances publiques : une réponse à un impératif d'efficacité économique et de justice sociale

### Amélie de Montchalin, ministre chargée des Comptes publics – (14 mars 2025)

« Depuis plusieurs années, la France a changé d'échelle dans sa lutte contre toutes les fraudes. Les chiffres sont historiques : en 2024, nous avons détecté près de 20 milliards d'euros de fraudes et encaissé 13 milliards d'euros. En cinq ans, les fraudes détectées ont doublé.

La fraude n'est plus l'affaire de quelques tricheurs isolés : elle est devenue une véritable industrie criminelle, exploitant les failles de notre système. Pire, elle participe aujourd'hui à soutenir la criminalité organisée. C'est pourquoi nous avons renforcé notre riposte avec des moyens inédits : augmentation des effectifs de contrôle, meilleure coordination entre services, exploitation des technologies de data-mining. Ces efforts portent leurs fruits, mais nous devons aller encore plus loin.

Notre ambition d'ici à 2029 est claire : doubler à nouveau le montant des fraudes détectées et faire mieux sur le recouvrement. Pour y parvenir, nous poursuivrons l'accroissement des moyens humains et technologiques, nous renforcerons la prévention et durcirons les sanctions. [...] c'est un combat nécessaire, un combat au service de l'équité et de la justice sociale.

Tracfin joue aujourd'hui un rôle déterminant pour protéger les Français et préserver notre souveraineté. Je suis fière d'être leur ministre et de continuer à m'engager pour eux. »



### La massification de l'exploitation des informations au travers des transmissions globalisées

En 2024, environ 12 000 personnes ont été signalées grâce à des **transmissions globalisées**, mises en place depuis 2023. Les transmissions globalisées consistent à transmettre des listes visant une dizaine de types de fraudes à l'ASP, la CDC, la DGCCRF, la DGDDI, la DGFiP, l'Urssaf Caisse Nationale, la CCMSA, France Travail, la CNAF, et la CNAMTS.

Les **principales typologies de fraudes** qui ont fait l'objet de transmissions globalisées sont :

- La fraude fiscale (défaillances en matière de TVA, détention de comptes bancaires ou de cryptoactifs à l'étranger non déclarés, minoration ou dissimulation de chiffre d'affaires) ;
- La fraude aux prestations sociales (perceptions indues de prestations sociales soumises à des conditions de ressources ou de résidence, travail dissimulé) ;
- La fraude au compte personnel de formation (CPF) ;
- Plus généralement, la fraude documentaire (recours à de faux documents lors de l'immatriculation d'une société, utilisation de faux documents d'identité ou de fausses factures).

Les transmissions globalisées permettent d'identifier en masse des profils de fraudeurs présumés, sur une période donnée, en matière de fraude aux finances publiques. Elles sont par essence évolutives et nécessitent le recours à des **outils de traitement de la donnée**. Elles supposent également une **collaboration étroite avec les administrations destinataires** dans leur définition et mise en œuvre, afin de maximiser leur traitement.

### Le rôle de Tracfin dans la lutte contre la fraude sociale

Tracfin mène des investigations relatives à la fraude aux cotisations sociales et aux prestations sociales. Il s'agit essentiellement de cas de **travail dissimulé**, de l'emploi de travailleurs non déclarés dont la rémunération échappe ainsi à l'assujettissement aux cotisations sociales, ou de déclaration partielle de l'activité professionnelle par les travailleurs indépendants (minoration de chiffre d'affaires).

Le Service transmet également des dossiers relatifs à **la perception induue ou abusive soit de prestations sociales (indemnités chômage, RSA), soit de dispositifs d'aides publiques** par des personnes qui n'y ont pas ou plus droit, pouvant parfois également s'appuyer sur d'autres types de fraudes, notamment la fraude documentaire et la production de faux documents.

Cette typologie concerne aussi des **professionnels de santé dans le cas de fraudes aux prestations maladie** par le biais de facturations fictives (fraudes aux matériels d'audioprothèse par exemple) et de fraudes à la nomenclature.

Tracfin a développé une **collaboration directe et étroite avec ses partenaires sociaux**, ou encore au sein du Groupe opérationnel national anti-fraude (GONAF), notamment celui dédié à la lutte contre le travail illégal.

Tracfin apporte également son soutien à l'Urssaf Île-de-France afin de favoriser les **saisies d'avoirs** issus de réseaux frauduleux opérant du travail dissimulé. En 2024, une dizaine de dossiers ont fait l'objet d'un droit d'opposition de Tracfin, pour des enjeux d'environ 1,7 million d'euros.

### Témoignage de Damien Ientile, Directeur de l'Urssaf Caisse nationale

« L'Urssaf pilote la collecte et la redistribution des cotisations et contributions sociales pour financer chaque jour la Sécurité sociale et notamment les prestations de santé, retraite, famille, autonomie et chômage dont bénéficient des millions de nos concitoyens.

La lutte contre la fraude sociale est la contrepartie naturelle de notre système de solidarité fondé sur la confiance : c'est pourquoi elle fait partie de nos missions fondamentales. Cette activité est en effet essentielle pour garantir les droits des salariés, assurer une concurrence loyale entre les entreprises et garantir le financement de la protection sociale.

Pour tirer parti de la richesse apportée par la collaboration entre administrations et opérateurs, nous développons des partenariats stratégiques avec des acteurs clés de la lutte contre la fraude comme Tracfin pour pousser plus loin nos pratiques et rendre l'action publique plus efficace.

La coopération entre nos deux organisations, très appréciée des équipes, contribue favorablement et de manière croissante aux performances des contrôles menés par l'Urssaf. Démarrés il y a plus de 10 ans, les échanges ont permis de redresser plus d'un milliard d'euros de cotisations au titre du travail dissimulé.

Ces résultats sont le fruit d'une coopération constructive, évolutive, et d'une intégration active et efficiente de notre officier de liaison. Les ajustements sur la nature des informations partagées et la réactivité des envois ont permis d'obtenir des résultats concrets. Notamment, les signalements groupés ont associé l'Urssaf à un plus grand nombre de dossiers à forts enjeux. Ainsi, en 2024, 17 % des montants redressés par l'Urssaf étaient issus de contrôles en lien avec Tracfin.

Nous avons l'ambition d'approfondir nos travaux communs et d'investir d'autres terrains de fraude. La complémentarité de nos expertises pour améliorer le recouvrement des créances et lutter contre les entreprises éphémères est un axe de travail important. Nous sommes également déterminés à optimiser notre ciblage grâce à l'enrichissement des modèles de datamining pour une détection plus précise des risques de fraudes. La collaboration avec des services disposant d'autres jeux de données est la clé pour nous permettre de maximiser notre impact.

Travailler avec Tracfin, c'est agir ensemble et partager nos expériences pour sécuriser le financement de la protection sociale, garantir l'équité et préserver la confiance dans notre modèle social. »



## Faits saillants 2024

### Tracfin, vigie des schémas de fraudes émergentes

Tracfin poursuit ses actions en matière de détection de nouveaux schémas de fraude, et participe notamment à la **cellule de veille interministérielle anti-fraude aux aides publiques**, créée fin 2023.

En 2024, les capteurs financiers de Tracfin lui ont permis d'intervenir dans le cadre de plusieurs cellules de veille rattachées à la MICAF. L'une d'entre elles visait le **Fonds Territorial d'Accessibilité**, avec 14 millions d'euros de fraude évitée.

La collaboration avec l'ensemble des administrations permet un échange d'information fluide et des analyses portant sur des cibles communes avec des **partages de listes d'intérêt**.

## Le point sur la fraude au compte personnel de formation

En 2024, Tracfin a poursuivi son action de lutte contre la fraude au dispositif du compte personnel de formation (CPF). Si la fraude constatée portait initialement sur des usurpations d'identité, **les typologies traitées ont évolué vers des fraudes impliquant la complicité de stagiaires rémunérés par des commissions de parrainage ou des cadeaux**. D'autres réseaux recourant au blanchiment par des structures domiciliées à l'étranger ont également été révélés.

La vigilance de Tracfin a permis de mettre en lumière des réseaux de fraude particulièrement structurés et rattachés à la criminalité organisée. Ces informations ont été transmises à la justice, qui a notamment procédé à des saisies. Tracfin transmet en outre des listes de sociétés suspectées de fraude au groupe Caisse des dépôts.

## La lutte contre la fraude à la rénovation énergétique

La lutte contre la fraude à la rénovation énergétique a également constitué un axe de travail prioritaire pour Tracfin en 2024, alors que le Service est destinataire de nombreuses déclarations relatives à la rénovation énergétique. Elles mentionnent les **dispositifs d'aide MaPrimeRénov' (MPR) gérés par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), les dispositifs des certificats d'économies d'énergie (CEE), ou les deux dispositifs cumulativement**.

S'agissant de MPR, les fraudes signalées portent le plus souvent sur : l'utilisation de fausse identité, le recours à un IBAN frauduleux pour le paiement de l'aide, bénéfice indu par des locataires non-propriétaires, ou encore de la fraude en réseaux relevant de l'escroquerie aux finances publiques. Les dossiers aux enjeux financiers les plus importants impliquent au moins une personne morale « mandataire », agissant pour le compte de particuliers ou de copropriétés et comportent toujours des ramifications internationales.

La cellule de veille interministérielle anti-fraude aux aides publiques a consacré ses premiers travaux à la fraude à la rénovation énergétique. Dans ce cadre, et sous l'égide de la MICAF, les différents services de l'État collaborent et coordonnent leurs actions. En 2024, **des listes de mandataires supposés frauduleux ont ainsi été échangées**.

S'agissant des CEE, la grande majorité des informations dont dispose Tracfin portent sur des sociétés du BTP, y compris sous-traitantes, qui réalisent les travaux générant les économies d'énergie pour le compte des délégataires. Tracfin est en mesure de faire un signalement à l'autorité judiciaire lorsque les éléments de preuve tendent à démontrer que **les prestations de travaux n'ont pas eu lieu ou qu'un faisceau d'indices permet de présumer l'existence d'une escroquerie en bande organisée**.

## La fraude aux audioprothèses : état des lieux

Le dispositif « 100 % santé » permet la prise en charge complète de certains soins et d'équipements de base en audiologie. L'Assurance Maladie couvre une partie du prix des aides auditives répondant aux besoins essentiels en matière d'audition, et les complémentaires santé ont l'obligation de rembourser le reste à charge. Pour un client appareillé

aux deux oreilles, **la CPAM verse jusqu'à 1 600 € selon l'âge et le profil de l'assuré, et les mutuelles jusqu'à 3 400 €.**

Près de 7 000 sociétés d'audioprothèses étaient dénombrées fin 2023, parmi lesquelles 1 500 ont été créées depuis moins de 2 ans. Cette forte hausse pourrait indiquer qu'**un certain nombre de sociétés n'ont pas d'activité réelle et ont pour unique objet de détourner les fonds alloués au dispositif.**

En 2024, Tracfin a poursuivi ses actions de lutte contre la fraude aux audioprothèses, permettant de mettre en lumière **deux typologies de fraudes.**

Dans un premier cas, **la fraude est commise par un centre auditif fictif**, qui demande des prises en charge d'appareils auditifs à l'Assurance Maladie et à des complémentaires santé, sur le fondement d'ordonnances libellées au nom d'un assuré dont l'identité a été usurpée et de fausses factures. Ces ordonnances peuvent constituer de faux documents, avoir été émises par un médecin complice du centre auditif, ou avoir été achetées à bas prix sur Internet ou sur les réseaux sociaux. À titre indicatif, **l'achat de données personnelles comprenant un numéro de sécurité sociale et de l'ordonnance correspondante a un coût unitaire compris entre 5 € et 35 €.** Aucun appareil auditif n'étant acheté par le centre auditif, sa marge s'élève au minimum au remboursement de l'Assurance Maladie auquel est retranché le coût d'achat des données, soit 1 565 € par appareil. Cette marge est ensuite généralement rétrocédée aux associés du centre auditif fictif, ou à des personnes physiques sans lien avec le secteur médical.

Dans un second cas, **la fraude est commise par l'assuré lui-même**, qui procède à l'achat d'une ordonnance sur Internet ou sur les réseaux sociaux et qui demande la prise en charge d'un appareil auditif à l'Assurance Maladie avec une fausse facture, avant de solliciter plusieurs mutuelles et de résilier ses contrats une fois le remboursement reçu.

## Perspectives 2025

### La contribution de Tracfin à la mission de renseignement fiscal

La feuille de route gouvernementale de mai 2023, dédiée à la lutte contre toutes les fraudes aux finances publiques, prévoyait de nouveaux moyens pour lutter contre la fraude fiscale. Dans ce cadre, il a été décidé de créer au sein de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) une **Unité de renseignement fiscal (URF)**, mobilisée sur la détection et la prévention des schémas de fraude fiscale les plus complexes et les plus graves, notamment internationaux.

Effective à compter de 2025, l'URF sera appuyée par Tracfin dans le cadre **de sa mission de renseignement en matière de lutte contre la fraude aux finances publiques**

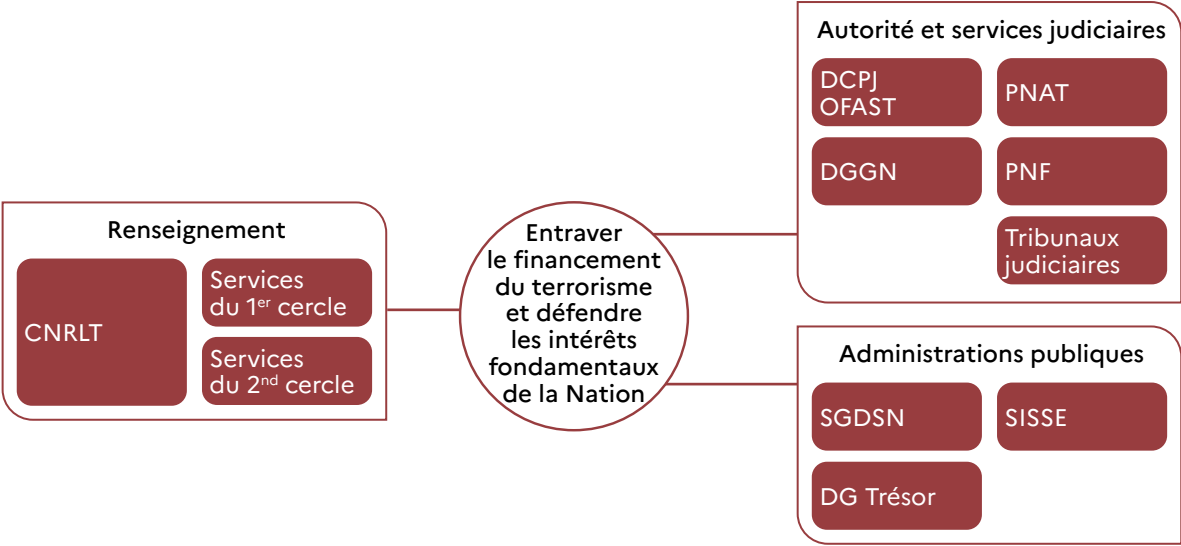


TROISIÈME PARTIE :

# ENTRAVER LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET DÉFENDRE LES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX DE LA NATION



En tant que Service de renseignement, Tracfin a pour mission de contribuer à assurer la **défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation** sur son champ de compétence. Conformément à la stratégie nationale du renseignement (SNR), son action est ciblée dans les domaines de **la contre-ingérence criminelle, de la contre-prolifération et du renseignement d'intérêt économique**. Il agit ainsi en particulier dans le cadre de la prévention du terrorisme, de la criminalité organisée, et de la protection des intérêts économiques français.



## La communauté nationale du renseignement et la lutte antiterroriste

Avec le **Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** de 2008 émerge la notion de « communauté du renseignement », précédant la création du Conseil national du renseignement (CNR) et du coordonnateur national du renseignement, juridiquement inscrits, en 2009, dans le Code de la défense avec la réforme du Conseil de défense et de sécurité nationale (CDSN) et du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Le CNR devient la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT) en 2017 avec, en son sein, le centre national de contre-terrorisme (CNCT). La communauté nationale du renseignement réunit ainsi :

- Les services spécialisés de renseignement dits « services du premier cercle » (la Direction générale de la sécurité extérieure – DGSE, la Direction générale de la sécurité intérieure – DGSI, la Direction du renseignement militaire – DRM, la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense – DRSD, la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières – DNRED, et Tracfin) ;
- La CNRLT rattachée au Président de la République ;
- L'Inspection des services de renseignement ;
- L'Académie du renseignement.

La communauté structure un dispositif plus global associant, le cas échéant, d'autres services de l'État, dont les services de sécurité intérieure, dits « services du second cercle » (la Direction nationale du renseignement territorial – DNRT, la Direction du Renseignement de la préfecture de police de Paris – DRPP, le Service national du renseignement pénitentiaire – SNRP, et la Sous-direction de l'anticipation opérationnelle – SDAO).

Le **préfet Pascal Mailhos**, coordonnateur nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme depuis 2023, est chargé de mettre en œuvre les priorités nationales de la politique publique du renseignement. À ce titre, il réalise une analyse globale de la menace, pilote la mise en œuvre des décisions, transmet les instructions aux différents services et coordonne leur action en favorisant le partage du renseignement et la mutualisation des moyens techniques. En lien avec la DGSI, service chef de file de la lutte antiterroriste, le préfet veille à la coordination des services en charge de la lutte antiterroriste, notamment :

- Les services de renseignement : DGSE, DGSI, DRM, DRSD, DNRED, Tracfin, DRPP, DNRT, SNRP et SDAO ;
- Les services de police judiciaire : DCPJ-SDAT, DRPJ PP-SAT, DGSI ;
- Les services du ministère de la Justice : PNAT et DACG.

Depuis 2017, l'articulation de la gouvernance de lutte antiterroriste autour de la CNRLT-CNCT pour le niveau stratégique ainsi que de la DGSI au niveau opérationnel, constitue une réponse structurante aux enjeux de la lutte antiterroriste à travers la complémentarité des structures, le partage d'information et l'anticipation des menaces.

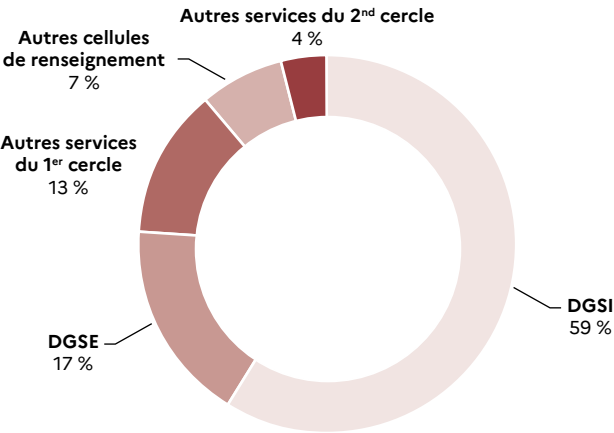
## Des investigations couvertes par le secret de la défense nationale, à destination de la communauté du renseignement

Par nature, et conformément au Code de la sécurité intérieure, les activités que Tracfin conduit d'initiative ou pour le compte des autres services de renseignement en matière de lutte contre le financement du terrorisme et de défense des intérêts fondamentaux de la Nation sont couvertes par le secret et ne peuvent donc faire l'objet de développement dans le présent rapport.

	2022	2023	2024
<b>Notes d'information</b>	<b>1779</b>	<b>1589</b>	<b>2167</b>
– Dont aux autres services de renseignement	1650	1400	1568
<b>Signalements globalisés</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
– Nombre de cibles citées dans les signalements globalisés effectués auprès d'une administration et autres services de renseignement	-	122	288
<b>TOTAL</b>	<b>1779</b>	<b>1590</b>	<b>2168</b>

La majeure partie des notes de renseignement transmises aux autres services de la communauté nationale du renseignement porte sur **la lutte contre le terrorisme, les intérêts majeurs de la politique étrangère, la prévention de toute forme d'ingérence étrangère et la défense des intérêts économiques, industriels et scientifiques de la Nation**. Tracfin copréside avec la DGSI, le groupe interministériel des gels des avoirs à but antiterroriste (GABAT), visant à identifier les cibles et proposer les entraves.

### Services et cellules de renseignement destinataires des notes de Tracfin



### Témoignage de Madame Céline Berthon, Directrice générale de la Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI)



Tracfin occupe une place singulière dans la communauté du renseignement avec des prérogatives qui lui sont propres et un réseau de coopération internationale tout à fait unique. C'est un partenaire essentiel pour la direction générale de la sécurité intérieure dans l'ensemble de ses domaines de compétence, incluant la lutte contre les ingérences et la sécurité économique. Le principal domaine de coopération reste cependant le contre-terrorisme. Sur cette thématique, Tracfin apporte une expertise incontournable à la fois dans la mise en lumière de mouvements financiers vers des individus liés à des organisations terroristes, mais aussi dans la révélation d'éléments qui viennent appuyer et compléter les connaissances de la DGSI pour matérialiser un projet terroriste. À ce titre, Tracfin a rejoint dès 2015 la structure interservices dédiée au contre-terrorisme, hébergée par la DGSI, témoignant de sa parfaite intégration dans le dispositif piloté par mon service.

La coopération entre Tracfin et la DGSI est riche et essentielle dans le déploiement de mesures d'entraves face au risque terroriste. Il peut s'agir d'entraves judiciaires, les renseignements fournis par Tracfin venant confirmer et renforcer les éléments incriminants déjà relevés par la DGSI. Il peut également s'agir d'entraves administratives, comme une mesure de gels d'avoirs, pour lesquelles l'apport de Tracfin est déterminant.

Au plan national, la physionomie de la menace terroriste est marquée par une forme de terrorisme endogène et « low-cost », éloignée des opérations complexes supposant des sommes d'argent conséquentes. Dans ce contexte, sans forcément chercher à détecter des réseaux élaborés de financement, l'enjeu est de faire émerger, derrière un mouvement financier même très modeste, un relationnel, une localisation ou un comportement qui viendront compléter les éléments recueillis par la DGSI avec ses moyens propres. Cette approche suppose une grande synergie entre services pour réussir à rendre exploitables des éléments qui, pris séparément, resteraient insignifiants.

L'enjeu ainsi posé est alors capacitaire, comment ne pas noyer Tracfin sous des requêtes qui semblent toutes légitimes ? Derrière cet enjeu se cache celui, très actuel, de la priorisation des requêtes et celui d'avenir de l'exploitation des outils de traitement de la donnée pour isoler de la masse d'informations disponibles, celles qui peuvent se révéler déterminantes pour la sécurité nationale. Un dernier défi majeur pour Tracfin et la DGSI, à la fois en matière de contre-terrorisme et de contre-ingérence, est le recours, par nos adversaires, aux cryptomonnaies qui échappent aux circuits de détection et d'analyse traditionnels. Cela suppose une adaptation de nos méthodes respectives en maintenant une logique partenariale affirmée.

## Faits saillants 2024

### Une priorité placée sur la lutte contre le contournement de sanctions à l'encontre de la Russie

L'activité de Tracfin liée à la mise en œuvre des mesures de sanction européennes suite à l'invasion russe en Ukraine s'est poursuivie en 2024. En coordination avec la DGFIP, la Direction générale du Trésor et la DNRED, **Tracfin travaille au repérage, au gel et, le cas échéant, à la saisie des avoirs et biens des personnes morales et physiques russes visées notamment par les sanctions européennes.**

## Les sanctions adoptées en 2024 par l'Union européenne à l'encontre de la Russie

### **23 février 2024 – Treizième train de sanctions à l'encontre de la Russie. Les principales mesures prévoient :**

- Des sanctions à l'encontre de 106 personnes et 88 entités, y compris des personnes impliquées dans la fourniture d'armements par la Corée du Nord à la Russie ;
- L'inscription sur la liste de 27 nouvelles entités associées à la base industrielle et de défense de la Russie ;
- De nouvelles restrictions sur les exportations vers la Russie de biens et technologies à double usage, y compris de composants de drones ;
- De nouvelles restrictions sur les exportations vers la Russie de biens qui contribuent au renforcement des capacités industrielles de la Russie, y compris les transformateurs électriques.

### **24 juin 2024 – Quatorzième train de sanctions à l'encontre de la Russie. Les mesures adoptées prévoient notamment :**

- Des sanctions supplémentaires à l'encontre de 69 personnes et 47 entités ;
- Une interdiction des réexportations de gaz naturel liquéfié (GNL) russe ;
- De nouvelles restrictions sur les exportations vers la Russie de biens qui contribuent au renforcement des capacités industrielles de la Russie ;
- Une interdiction de l'utilisation du « système de transfert de messages financiers » (SPFS) mis au point par la Banque centrale de Russie ;
- Une interdiction pour les partis et fondations politiques ainsi que pour les ONG d'accepter des financements de la Russie ;
- Une interdiction de l'accès aux ports et de la fourniture de Services aux navires contribuant à la guerre menée par la Russie ;
- La suspension de la diffusion dans l'UE de Voice of Europe, RIA Novosti, Izvestia et Rossiyskaya Gazeta ;
- Des outils supplémentaires pour sanctionner les contournements.

### **16 décembre 2024 – Quinzième train de sanctions à l'encontre de la Russie. Parmi les mesures adoptées, figurent notamment :**

- Des sanctions contre 54 personnes et 30 entités ;
- L'interdiction de l'accès aux ports et de la fourniture de services liés au transport maritime pour 52 autres navires faisant partie de la « flotte fantôme » de la Russie.
- Des restrictions à l'exportation de biens et technologies à double usage pour 32 nouvelles entités, dont certaines situées dans des pays tiers.

En 2024, l'une des priorités du Service a été de lutter contre le contournement des sanctions par des pays non membres de l'Union européenne. De telles mesures incluent par exemple des restrictions d'exportation et d'importation, comme les produits dits « à double usage » et nécessitent d'enquêter sur les flux commerciaux, afin de comprendre si leur exportation se fait à destination de la Russie ou bien de détecter tout schéma suspect. L'action du Service consiste en ce sens à lutter contre le contournement de ces différents régimes de sanctions, qui peut par exemple intervenir par le truchement de flux financiers transitant via des sociétés fictives ou des pays tiers.

Le Service veille par ailleurs à sensibiliser les professions déclarantes face aux schémas de contournement mis en œuvre par les personnes visées, afin de prévenir tout risque et d'entraver les fuites des capitaux vers la zone de conflit.

### Schémas de contournement de sanctions

Les tentatives de contournement, selon qu'elles visent à évincer des sanctions individuelles ou sectorielles, peuvent prendre des formes variées. En 2024, les principaux risques de contournement de mesures de sanctions ou d'embargo identifiés émanaient d'entités désignées au titre du conflit en Ukraine, et de pays sanctionnés préalablement (Iran, Corée du Nord).

Les stratégies de contournement identifiées peuvent avoir des objectifs variés :

- Le recours à des enchevêtrements de sociétés sur le territoire national et à l'étranger (SCI, sociétés de droit étranger) vise à offusquer les liens entre la personne visée et les avoirs qu'elle détient, pour empêcher ainsi leur gel ;
- Les montages complexes facilitent l'exportation de produits ou de services dont la commercialisation vers le pays destinataire est interdite par les sanctions.

### Une surveillance renforcée des flux financiers suite à la chute du régime syrien

La chute du régime syrien de Bachar Al-Assad le 8 décembre 2024 a profondément modifié les équilibres de la zone, avec un risque de recrudescence des activités de groupes armés. En particulier, le risque était élevé que les groupes armés terroristes cherchent à tirer profit de la situation sécuritaire instable dans certaines zones du pays pour reconquérir des territoires et faire libérer des combattants djihadistes – notamment ceux emprisonnés en zone kurde, au nord-est du pays. Cette situation d'instabilité a fait craindre **la résurgence d'une menace exogène pesant sur le territoire national** et justifié une surveillance accrue de la part du Service.

Ainsi, dès la mi-décembre et en application de l'article L. 561-26 du CMF, Tracfin a émis des appels à vigilance (AAV) à l'attention de plusieurs professions assujetties à la LCB-FT, parmi lesquelles figuraient les établissements de crédit, les prestataires de services sur actifs numériques (PSAN), les notaires et la Caisse des dépôts et consignations. Le but était de pouvoir **identifier, puis entraver, d'éventuels schémas de financement de terrorisme par des groupes actifs sur zone ou de blanchiment de capitaux par des proches de**

**l'ancien régime.** Il convient de souligner l'implication active des professionnels concernés par ces AAV, avec lesquels le Service a engagé un dialogue constructif, garant d'une collaboration efficace.

Tracfin continue en outre à échanger étroitement avec les différents services du ministère de l'Économie et des Finances d'une part, et la communauté du renseignement d'autre part, afin de suivre l'évolution de la situation, d'analyser l'évolution des flux financiers et d'entraver les éventuels schémas de financement de terrorisme ou de blanchiment de capitaux.

### Une mobilisation maximale lors des Jeux olympiques et paralympiques de Paris (JOP) 2024

Les Jeux olympiques 2024 se sont tenus du 26 juillet au 11 août 2024 à Paris, et à leur suite les Jeux paralympiques, du 28 août au 8 septembre 2024. En amont puis pendant les JOP, Tracfin, comme toute la communauté du renseignement, s'est fortement mobilisé. En lien avec les **professionnels déclarants**, Tracfin a renforcé le dispositif LCB-FT pour prévenir et identifier les risques de financement d'actions terroristes pendant les JOP. Le Service a également multiplié les contacts avec ses homologues étrangers ayant participé à l'organisation d'événements sportifs de premier plan afin de collecter des informations susceptibles de renforcer l'efficacité du dispositif français.

Malgré des craintes élevées, notamment concernant la menace dite endogène, les JOP se sont déroulés sans alerte ni incident dans le domaine de la sécurité, et en particulier du côté de la menace terroriste.

La mobilisation du Service, maximale pendant les JOP, a été rendue possible grâce à un engagement exceptionnel des agents.

De nombreuses autres thématiques ont fait l'objet d'une mobilisation en lien avec les JOP : fraudes, escroqueries, atteintes à la probité ou autres manipulations de compétitions sportives.

### Une contribution significative contre la criminalité organisée

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, Tracfin continue d'agir contre le narcotrafic et le blanchiment de son produit. En lien avec ses partenaires de la communauté du renseignement et les services d'enquête, Tracfin travaille à mieux appréhender les circuits de blanchiment empruntés par ces flux en France, au sein de l'Union européenne et au niveau international, afin d'identifier les avoirs criminels ainsi dissimulés. La rapidité de la circulation des fonds et la multiplicité des vecteurs, traditionnels (espèces, transferts, virements, investissements immobiliers) et innovants (actifs numériques), imposent au Service de renouveler régulièrement ses capacités de détection et de suivi des flux financiers à risque.

Les solides résultats obtenus en la matière par Tracfin ont été confirmés en 2024.



# SIGLES ET ACRONYMES



**ACOSS** Agence centrale des organismes de Sécurité sociale

**ACPR** Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

**AFA** Agence française anticorruption

**AGRASC** Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués

**AIP** Aide à l'installation des personnels de l'État

**AMF** Autorité des marchés financiers

**AMLA** Anti Money Laundering Authority – Autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux

**ANJ** Autorité nationale des jeux

**ANR** Analyse nationale des risques de BC-FT

**ANSSI** Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information

**ASP** Agence de services et de paiement

**BC-FT** Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

**BTP** Bâtiments et travaux publics

**CDC** Caisse des dépôts et consignations

**CGA** Conseillers en gestion d'affaires

**CIR** Crédit impôt recherche

**CMF** Code monétaire et financier

**CNAF** Caisse nationale d'allocations familiales

**CNCCFP** Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques

**CNCTR** Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement

**CNIL** Commission nationale informatique et libertés

**CNRLT** Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme

**COLB** Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

**COSI** Communications systématiques d'informations

**CPF** Compte personnel de formation

**CRF** Cellule de renseignement financier

**CVFS** Commission de vérification des fonds spéciaux

**DACG** Direction de l'action criminelle et des grâces du ministère de la Justice

**DCPJ** Direction centrale de la Police judiciaire

**DGCCRF** Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes

**DGDDI** Direction générale des douanes et droits indirects

**DGFIP** Direction générale des finances publiques

**DGGN** Direction générale de la Gendarmerie nationale

**DGSE** Direction générale de la sécurité extérieure

**DGSI** Direction générale de la sécurité intérieure

**DNRED** Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières

**DPR** Délégation parlementaire au renseignement

**DRPP** Direction du Renseignement de la préfecture de police de Paris

**DRM** Direction du renseignement militaire

**DRSD** Direction du renseignement et de la sécurité de la Défense

**DS** Déclaration de soupçon

**EPPPO** European Public Prosecutor's Office – Parquet européen

**FOVI** Faux ordres de virement

**G7** Groupe des 7 pays les plus industrialisés

**G20** Groupe des 20 pays les plus industrialisés

**GABAT** Groupe d'action à but antiterroriste

**GAFI** Groupe d'action financière

**HATVP** Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

**H3C** Haut Conseil du commissariat aux comptes

**IMPA** Israel Money Laundering and Terror Financing Prohibition Authority

**JIRS** Juridictions interrégionales spécialisées

**JUNALCO** Juridiction nationale chargée de la lutte contre la criminalité organisée

**LCB-FT** Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

**MEFSIN** Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

**MICAF** Mission interministérielle de coordination anti-fraude

**MOU** Memorandum of understanding – Protocole d'accord

**NFT** Non fungible token – Jeton non fongible

**OCDE** Organisation de coopération et de développement économiques

**OCLCIFF** Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales

**OCRGDF** Office central pour la répression de la grande délinquance financière

**OCRVP** Office central pour la répression des violences aux personnes

**OFAST** Office anti-stupéfiants

**ONU** Organisation des Nations unies

**ONUDC** Office des Nations unies contre la drogue et le crime

**PFUE** Présidence française du conseil de l'Union européenne

**PNAT** Parquet national antiterroriste

**PNF** Parquet national financier

**PNOR** Plan national d'orientation du renseignement

**PPE** Personne politiquement exposée

**PSAN** Prestataire de services sur actifs numériques

**RPUE** Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne

**SCCJ** Service central des courses et jeux

**SEJF** Service d'enquêtes judiciaires des finances

**SCI** Société civile immobilière

**SCRT** Service central du renseignement territorial

**SDAO** Sous-direction de l'anticipation opérationnelle de la gendarmerie nationale

**SGDSN** Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale

**SISSE** Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques

**SNDJ** Service national de douane judiciaire

**SNR** Stratégie nationale du renseignement

**SNRP** Service national du renseignement pénitentiaire

**Urssaf** Union de recouvrement pour la sécurité sociale et les allocations familiales

**UE** Union européenne



**Ministère de l'Économie, des Finances  
et de la Souveraineté industrielle  
et numérique  
Tracfin**

10, rue Auguste Blanqui  
93186 MONTREUIL Cedex

**RÉDACTION**

Tracfin  
Juillet 2025

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**

Antoine MAGNANT

**CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION**

SIRCOM/MEFSIN / Desk (53) desk@desk53.com.fr  
Impression BPS – IRNF

**CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES**

© Photo\_DACG  
© PhotoGezelinGree  
© Gaël\_Coto  
© photo\_DGSI



Suivez Tracfin sur

[www.economie.gouv.fr/tracfin](http://www.economie.gouv.fr/tracfin)



[www.linkedin.com/company/tracfin](https://www.linkedin.com/company/tracfin)